Les radios communautaires : instruments de francisation

Annette Boudreau et Stéphane Guitard

Numéro 11, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1005169ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1005169ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (imprimé)

1710-1158 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Boudreau, A. & Guitard, S. (2001). Les radios communautaires : instruments de francisation. *Francophonies d'Amérique*, (11), 123–133.
<https://doi.org/10.7202/1005169ar>

LES RADIOS COMMUNAUTAIRES: INSTRUMENTS DE FRANCISATION

Annette Boudreau et Stéphane Guitard
Université de Moncton

Depuis les années 1960, les différentes communautés francophones au Canada ont connu des transformations sur les plans social, politique et économique. Au Nouveau-Brunswick, les francophones se sont progressivement dotés de structures permettant de revitaliser ou de solidifier le caractère francophone des différentes régions. L'une de ces structures, celle des radios communautaires, semble particulièrement bien s'acquitter du rôle de promoteur de la langue française, même si elle prend quelque distance à l'égard des préceptes classiques du « bon usage ».

Cet article vise à montrer comment les politiques linguistiques de deux radios communautaires francophones du Nouveau-Brunswick arrivent à refléter la réalité linguistique des régions qu'elles desservent, l'une étant située dans le Nord-Est, région plutôt monolingue, l'autre dans le Sud-Est, région bilingue. Dans le Nord-Est, Radio Péninsule (CKRO) dessert une population francophone homogène qui représente 99 % de la population (Beaudin, p. 80). D'après un document préparé par l'ARCANB (Association des radios communautaires acadiennes du Nouveau-Brunswick), la radio, mise en ondes en 1988, rejoint 69 % de la population et se classe en première position des radios écoutées à tous les moments de la journée pour toutes les catégories d'âge et de sexe. Dans le Sud-Est, Radio Beauséjour (CJSE), en place depuis 1994, dessert une population bilingue composée, dans le comté de Westmorland, de 40,9 % de francophones et, dans le comté de Kent, de 76,1 % de francophones (Statistique Canada, recensement de 1996), et elle rejoint 61 % de son auditoire potentiel selon un sondage réalisé en 1999 par un cabinet d'experts indépendants. En 1999, elle est la première station écoutée sur une base régulière par 45,7 % des francophones de la région.

Les deux populations en question vivent des expériences langagières différentes. Déjà, sur le plan des habitudes linguistiques, les péninsulaires n'ont pas à s'interroger au quotidien sur la langue à privilégier dans les affaires courantes; la plupart sinon toutes leurs activités se passent en français. Dans le

Sud-Est de la province, les francophones ont été et sont toujours confrontés au dilemme d'avoir à choisir telle ou telle langue pour telle ou telle activité. En effet, ils ne savent jamais quand ni où ils auront à faire usage de l'autre langue dès qu'ils sortent de la maison, de l'école ou de leur lieu de travail, si toutefois ils ont la possibilité de travailler en français. De plus, en ce qui concerne les habitudes d'écoute radiophonique, les francophones de cette région ont toujours majoritairement écouté la radio de langue anglaise jusqu'en 1994, sauf une faible proportion de la population qui écoute Radio-Canada et la radio universitaire, CKUM.

Cadre conceptuel

La présente recherche s'appuie sur la thèse des marchés linguistiques élaborée par Pierre Bourdieu (1982), sur la notion d'insécurité linguistique telle qu'elle a été développée pendant la dernière décennie (Annette Boudreau, 1998; Annette Boudreau et Lise Dubois, 1992; Aube Brétégnier, 1996; Michel Francard, 1993, 1997; et Pascal Singy, 1996) ainsi que sur le concept renouvelé de politique linguistique défini par Normand Labrie (1999).

Dans son livre désormais célèbre, *Ce que parler veut dire: l'économie des échanges linguistiques*, Bourdieu a montré que les variétés d'une langue circulant sur le marché linguistique ne sont pas dotées de la même valeur, la valeur la plus positive étant généralement accordée à la variété prestigieuse ou à la variété dite «légitime». Qui plus est, en milieu bilingue ou plurilingue, le marché linguistique se complexifie, ce qu'a bien montré Louis-Jean Calvet (1994), et il y aurait selon ce dernier «une sensibilité des locuteurs à la tension du marché qui les orientera soit vers la production de telle ou telle forme linguistique soit vers l'utilisation de telle ou telle langue» (Calvet, p. 125). Or nous avons vu que les auditrices et les auditeurs francophones du Sud-Est vivent des tensions linguistiques de cet ordre, entre deux langues ou entre deux variétés de français, étant donné que ces langues et ces variétés ne sont pas dotées de la même valeur sur le marché linguistique monctonien. En outre, si on se limite à la sphère du marché unilingue, on constate que la variété populaire ou celle qui s'écarte trop de la variété normative est souvent absente des situations officielles où seul le «français standard» est de mise. C'est habituellement le cas du marché radiophonique: on accorde la part belle (ou la seule part) à la norme dominante, ce qui explique que, dans les communautés francophones où l'écart entre les variétés est grand, les gens se reconnaissent peu dans les voix projetées. Mais il existe parfois, dans la marge de ce marché dominant, des espaces où la variété populaire réussit à se faire entendre. Dominique Lafontaine (1986, p. 68) a déjà écrit, en parlant des accents, qu'un «produit sans valeur "bon marché" sur le marché officiel, devient très "cher" (cher au cœur) sur le marché libre de la sphère privée». Or on peut élargir cette citation en montrant que non seulement les accents, le lexique et la syntaxe d'un «produit sans valeur» occupent le cœur de la sphère privée, mais qu'ils peuvent déborder ce cadre pour occuper une place dans la sphère publique, comme nous le verrons un peu plus loin.

De plus, on sait que les représentations linguistiques se construisent à même les idéologies et les préjugés entourant la langue qui circulent dans un milieu (Gueunier, 1997) et que ces représentations se «cultivent ostensiblement en terrain polémique, conflictuel» (Boyer, p. 49). Les terrains diglossiques où deux langues en présence ne jouissent pas d'un statut égal (statut étant entendu dans son sens large), comme c'est le cas dans le Sud-Est du Nouveau-Brunswick, sont propices au développement des représentations linguistiques marquées par l'ambivalence, avec une nette propension à la dévalorisation de la langue dominée. Or l'étude d'Annette Boudreau et Lise Dubois (1992) et celle d'Annette Boudreau (1998) ont montré que les représentations linguistiques des jeunes du Nord-Est sont beaucoup plus positives que celles des jeunes du Sud-Est, lesquels ont tendance à dénigrer leur façon de parler et à considérer que leur français est presque illégitime. Annette Boudreau et Françoise Gadet (1998) ont montré que cet état d'esprit s'étend à la population adulte néo-brunswickoise de cette même région. Ces représentations sont le propre des groupes sociaux dominés sur le plan linguistique qui ont l'impression, à tort ou à raison, que les formes linguistiques qu'ils utilisent ne sont pas conformes à celles qui sont les plus valorisées sur le marché linguistique officiel et surtout qu'elles ne sont pas légitimes. Cette situation, vécue dans plusieurs pays francophones — pour la Belgique, voir les études de Michel Francard (1993, 1997) et de Dominique Lafontaine (1986, 1991); pour la Suisse, voir Pascal Singy (1996); pour l'Afrique et notamment pour le Cameroun, le Sénégal et la République démocratique du Congo, voir Marie-Louise Moreau (1999) —, et que l'on nomme insécurité linguistique, est exacerbée dans les communautés où, en plus d'être confrontés à deux variétés de langue, les gens ont à vivre avec deux langues différentes qui sont inégales sur le plan social. C'est le cas des locuteurs du Sud-Est, qui ont été et qui sont encore dominés linguistiquement par l'anglais, et qui ont à composer avec un vernaculaire que les francophones qui parlent un français plus standardisé ne valorisent pas toujours. Les gens du Sud-Est ont longtemps préféré se taire plutôt que de risquer que l'on se moque de leur français. Par exemple, des journalistes de Radio-Canada nous ont admis avoir beaucoup plus de difficulté à trouver des gens du Sud-Est que des gens du Nord-Est pour intervenir dans les différentes émissions de radio ou de télévision et je cite: «On essayait de faire des entrevues avec le monde [du Sud-Est]; "ah non je parle trop mal je peux pas parler là-dedans", j'ai entendu ça un million de fois» (C-02-010).

Finalement, Normand Labrie (1999) fournit une définition de politique linguistique assez large qui permet de prendre en compte les initiatives linguistiques orientées vers un but politique, comme celles des acteurs sociaux régionaux, par exemple, qui n'émanent pas de l'État: «la politique linguistique peut être considérée en tant que discours émanant de divers sites, dont principalement: la société civile, les agences exerçant le pouvoir politique, les médias et le monde scientifique» (Labrie, p. 1). L'auteur ajoute que «l'action politique tout comme la codification des pratiques langagières ont pour but

d'exercer un contrôle social sur le pluralisme et sur la variation linguistique dans le sens de leur accroissement ou, à l'inverse, de leur restriction » (p. 2). Cette définition nous permet d'étudier les discours en circulation dans un secteur particulier des médias, les radios communautaires, et de voir si les points de vue exprimés sur la langue visent à créer des espaces publics qui maintiennent la variation linguistique ou qui, au contraire, l'excluent.

Méthodologie

Labrie ajoute dans le texte précité que si l'on conçoit la politique linguistique comme un « phénomène discursif », il importe de développer des modes d'analyse de discours appropriés. C'est la tâche entreprise par le groupe de recherche « Prise de parole »¹, qui a mené la présente recherche et qui s'inspire des méthodes utilisées en sociologie, en sociolinguistique et en anthropologie linguistique.

Dans le cas qui nous concerne, nous avons dépouillé 40 heures d'enregistrement puisées au hasard de la programmation et nous avons interviewé sept personnes de Radio-Beauséjour, dont le directeur général, le directeur de la programmation, quatre animateurs et un rédacteur et concepteur de la publicité, tandis qu'à Radio-Péninsule nous avons interviewé cinq personnes: le directeur général, trois animateurs et le directeur de l'information et de la programmation. Au cours de ces entretiens de type semi-directif qui ont duré entre une heure et deux heures, nous avons cherché à connaître la trajectoire personnelle des participants, à comprendre (dans ces cas-ci) leur positionnement à l'égard de la langue utilisée dans les radios communautaires (évolution, pourquoi et comment) et à voir comment ces acteurs sociaux contribuaient à la construction d'espaces publics francophones au Nouveau-Brunswick tout en y intégrant ou non la variation linguistique — ce qui a amené nos interlocuteurs à prendre position sur la norme et à discuter des représentations linguistiques, des leurs et de celles de leur communauté.

Premières analyses

Les politiques linguistiques (explicites et implicites) régissant les radios communautaires

La politique du CRTC prévoit l'établissement de radios communautaires de langue française, de langue anglaise et dans certains cas bilingues (dans le cas des langues autochtones, par exemple). Au Canada aujourd'hui, 49 de ces radios sont en exploitation: 9 de langue anglaise; 35 de langue française (dont 7 au Nouveau-Brunswick); 3 bilingues (de langues française et anglaise); une station qui diffuse principalement en français avec un fort pourcentage d'émissions à caractère ethnique; enfin, une autre qui diffuse en français et en langues autochtones. Conformément au mandat du CRTC, les radios communautaires doivent desservir leur milieu selon une politique linguistique très vague qui porte essentiellement sur le contenu musical; il faut,

par exemple, qu'une radio de langue française canadienne diffuse au moins 65 % de musique francophone.

Or ce qui nous intéresse dans ce projet, c'est de voir comment le personnel des deux radios tente de s'acquitter de sa responsabilité de promoteur de la langue française tout en tenant compte des réalités sociolinguistiques différentes que nous avons décrites.

CKRO

Dans les politiques émises concernant les publicités et les promotions, on constate que les directives portant sur la qualité du français sont très claires :

« L'utilisation du bon français est primordial[e] dans les promotions et publicités, alors si vous n'êtes pas certains ou certaines, *vérifiez avec la direction* [souligné dans le texte]. Tout ce qui mérite d'être fait mérite d'être bien fait ! Si vous faites une erreur de diction, une hésitation ou une erreur de français, pour vous et pour les autres S.V.P. refaites-là [sic]. »

CJSE

À Radio Beauséjour, on fait les recommandations suivantes : « Tout écart de langage doit être évité sur les ondes. Radio Beauséjour vise la qualité au niveau du contenu verbal. La norme vise un *français acceptable* » (c'est nous qui soulignons).

Dans les deux régions, on peut constater que les responsables des radios visent à faire la promotion du français, mais on peut déjà dégager une différence importante, l'une proposant l'usage d'un « bon français » et l'autre d'un « français acceptable ». Ces termes se prêtent à plusieurs interprétations, et nous avons décidé de regarder cela de plus près en nous penchant principalement sur le discours épilinguistique des intervenants afin de voir comment ils conçoivent ces politiques, pour ensuite examiner brièvement comment celles-ci se concrétisent dans les pratiques langagières réelles des animateurs des radios lorsqu'ils sont en ondes.

Des radios à l'écoute de leur milieu

CKRO (Nord-Est)

Sur la question de la norme à adopter, un des témoins affirme qu'on veut apprendre aux professionnels de la communication un français international et qu'on vise à donner ce français à la population ; toutefois, il ajoute qu'« il y a un processus à suivre, qu'il faut choisir le vocabulaire en fonction des auditeurs » ; il précise qu'il connaît la population de la région et que s'il y a un mot proposé dans une publicité, par exemple, qu'il ne comprend pas, il l'éliminera. Dans le même ordre d'idées, un autre témoin explique que, dans les publicités, aucun anglicisme n'est toléré. Il ajoute que, dans les premières années de la mise en ondes de CKRO, le principe était difficile à appliquer

parce que les commerçants étaient habitués à utiliser certains termes anglais, et il donne les exemples suivants :

L0 exemples dans les ventes *beat the clock* / hein les ventes *beat the clock* ça veut dire : plus tu vas tôt dans la journée, plus t'as de meilleurs prix/ alors i invitent la clientèle à arriver plus tôt/ alors c'est la vente *beat the clock* nous c'était la course contre la montre/ on n'a pas perdu de contrats mais ça été difficile d'installer cette nouvelle façon de fonctionner

L1 oui oui

L0 même chose pour les *waders* / les *waders* les grandes bottes de caoutchouc pour les pêcheurs des *waders*/ on appelle ça des *waders* / mais le vrai mot français était pataugeuse / alors là c'est pas évident (C-01-41).

Pour amener les commerçants et la population à progressivement accepter un terme et à en faire usage, deux autres témoins utilisent, comme les collègues précédents, ce que nous pourrions appeler un processus de médiation comme on peut le voir dans les exemples suivants :

L1 tu sais le publiciste arrive / y a une vente de *jacket*

L0 oui

L1 *jacket* c'est un blouson / ben lui il veut dire *jacket* parce que les gens savent c'est quoi un *jacket*/ donc faut lui dire que *jacket* c'est blouson/ il faut commencer en disant / une vente sur les *jacket* ou si vous préférez des blousons à soixante-dix dollars [...]

L0 ça fait que vous utilisez les deux à l'intérieur de la même phrase

L1 [...] ben à force de l'entendre tu sais c'est comme des patates ça se cultive-là (C-01-40).

si on emploie ces termes là (les termes français) plus souvent que les termes anglophones/c'est sûr qu'on ne demande pas aux gens / de toutes les retenir ou de les employer [...] parce que la personne qui a toujours dit *muffler* tout le temps de sa vie / tu vas pas lui faire dire silencieux du jour au lendemain tu sais elle va pas aller au Canadian Tire et dire je veux un silencieux pour mon Chevrolet soixante et quatre [...] (C-01-42).

Un autre témoin abonde dans le même sens et explique comment le travail sur la qualité de la langue s'effectue au-delà de la chasse aux anglicismes ; il donne comme exemple le fait de corriger « une » hôpital pour un hôpital, mais, dit-il :

Ça va plus loin que ça on dit pas mercredi le douze juin / on dit le mercredi douze juin/ on se l'est fait dire / [...] alors à force de travailler / on réussit à le faire/ on dit pas soixante et douze on dit soixante-douze [...] on veut pas recevoir un prix de l'Académie française / c'est pas ça/ mais on peut/ un peu soit-il/ améliorer la qualité de français / c'est euh / ça serait extraordinaire (C-01-39).

Les témoins précisent que ces politiques linguistiques visant à améliorer le français semblent répondre aux vœux des locuteurs qui, parfois, leur écrivent ou leur téléphonent lorsqu'il arrive qu'une erreur de français se glisse dans

les textes (C-10-41, C-04-43). D'autre part, ils disent également qu'en raison du taux d'analphabétisme qui sévit dans la région, ils sentent qu'ils ont la responsabilité d'éduquer la tranche de la population qui ne sait pas lire, car autrement celle-ci ne saurait élargir son répertoire linguistique; la radio constitue donc pour elle un moyen privilégié d'apprentissage (C-01-39, C01-43).

CJSE (Sud-Est)

Dans le Sud-Est, on se demande également quelle norme privilégier et, comme dans le Nord-Est, tout en voulant éduquer les gens, on veut que les gens comprennent les termes utilisés :

l'objectif est de communiquer, [l'objectif, c'est] que les gens comprennent [...] / la clientèle est différente [de celle de Montréal, par exemple] / moi je pense qu'à Montréal / les gens en pourcentage / mais je peux me tromper ils sont beaucoup plus instruits / ils lisent beaucoup plus / ils écrivent beaucoup plus / ça fait que quand-ce que j'écris un texte je me dis si j'écris ça / mon grand-père vas-tu comprendre [...] on veut pas changer le monde / on veut informer le monde // pis en même temps on veut les instruire [...] c'est tel mot qu'on utilise pour dire telle chose / ok tu leur dis // d'un autre côté tu veux pas qu'ils changent tous les mots dans leur vocabulaire /ok / tu veux pas qu'ils changent la façon qu'ils parlent parce que / moi j'aime la façon que le monde d'icitte parle pis / je veux dire / tu prends l'animateur du matin / des fois il va dire des choses / que ce soit en anglais ou / que ce soit des affaires plus acadiennes tu sais / une fois de temps en temps faut se laisser aller pis / c'est notre identité / c'est nous autres tu sais (C-02-41).

En outre, on remarque que les intervenants du Sud-Est ont une conscience très aiguisée de la situation linguistique «inconfortable» des locuteurs de la région, locuteurs auxquels ils s'identifient fortement; ils n'essayent pas de masquer la réalité pour imposer une langue qui serait trop éloignée de la langue parlée dans le milieu : «tu sais moi j'ai des améliorations à faire sur mon français /mais je vois aussi des gens des fois qui sont au même niveau que moi j'étais un temps/ pis je vas essayer de les aider» (C-02-43).

dans les cinq ans / où on a pris des jeunes / des moins jeunes / des personnes âgées de tous les groupes / qu'ont passé à la radio / dans la première année / ces gens-là on pouvait pas les faire parler / ils venaient faire des émissions pis ils jouaient cinq chansons en ligne pis ils avaient de la misère à donner l'heure pis maintenant ils parlent un peu trop pis ils jouent pas assez de musique / tu sais [...] ces gens-là ont pris confiance en eux-mêmes (C-02-40).

De plus, les animateurs de la région ont l'impression que des progrès s'accomplissent en matière linguistique; par exemple, un témoin raconte qu'au début, lorsque certains bénévoles prenaient le micro, ils utilisaient beaucoup d'anglicismes, mais, dit-il, au lieu d'entendre dix anglicismes à la minute, «tu n'en as qu'un par minute» (C-02-40). Un autre intervenant abonde dans le même sens :

C'est certain qu'on fait des erreurs / mais ceci étant dit / moi je pense que depuis le début / y a eu beaucoup d'amélioration qui s'est faite et l'amélioration est venue des employés / pas nécessairement de la direction parce qu'il ne faut pas oublier / qu'on a tapé sur la tête des gens du Sud-Est par rapport au niveau de français [...] ce qui est le plus important c'est d'avoir un français acceptable / [...] on pourrait dire standard / parce qu'y a différents niveaux de français / français standard de France / le français québécois standard / pis y a le français acadien standard / on s'entend là-dessus (C-02-42).

En somme, on constate que, comme dans le Nord-Est, les animateurs et les journalistes de Radio Beauséjour utilisent des stratégies de reformulation pour joindre leur public, c'est-à-dire qu'ils traduisent de l'anglais vers le français tout en répétant plusieurs fois les termes dans les deux langues pour que les gens comprennent. D'ailleurs, un des animateurs dit que, dans cinq ans, ils n'auront plus besoin de traduire le terme français en anglais étant donné que les gens auront intégré le lexème dans leur vocabulaire :

ça se fait tout seul dans le sens que les gens entendent de nouveaux mots / c'est de l'éducation [...] ils apprennent sans qu'ils s'en aperçoivent / tu sais / palmarès là y a plus personne qui a des problèmes avec ça / mais c'est un nouveau mot que personne avait jamais entendu / palmarès ça mange quoi pour déjeuner [...] on dit ben aujourd'hui c'est le décompte des quinze étoiles de l'Acadie / le décompte / ils l'apprennent / ils savent asteure / décompte ça veut dire... (C-02-040).

Pratiques réelles

Jetons maintenant un coup d'œil sur les pratiques langagières concrètes des animateurs et des journalistes. Bien qu'il eût fallu augmenter considérablement le nombre d'heures d'écoute des deux radios pour donner une analyse scientifique des résultats, nous avons pu observer que la tendance qui se dégage, c'est que les pratiques linguistiques rejoignent les commentaires épilinguistiques des témoins en ce qui concerne la reformulation de termes au besoin, pour en assurer la compréhension, comme dans les exemples suivants puisés dans le Sud-Est :

- 1) Y a plusieurs gens qui préfèrent le fax/ puis nous autres aussi [donne le numéro] / c'est le numéro du télécopieur / ou le fax.
- 2) [Dans un marché aux puces]
L'auditeur : Et un general electric / euh/ microwave
L1 oui
L'auditeur : excuse-moi
L1 non non y a rien là / un micro-ondes/ un micro-ondes/ un micro-ondes / microwave c'est ça là de GE [la discussion se poursuit].

Mais on peut dire également que le français entendu, bien que très marqué par les particularités locales, accent, lexique acadien — «une moose d'élan que je ne t'ai pas vu» (le 8 mai 2000) —, contenait très peu de termes anglais, termes particulièrement stigmatisés. Dans les 40 heures d'écoute recueillies à différentes heures de la journée, nous avons pu constater une nette tendance

vers l'utilisation d'un français plus standardisé, mais standardisé dans le sens employé par un des intervenants, c'est-à-dire un standard acadien, qui reste bien sûr à être décrit, mais qui sous-entend le meilleur français possible des divers intervenants.

Dans l'ensemble, la philosophie de base liée aux pratiques langagières est similaire dans les deux radios communautaires. On veut laisser les gens s'exprimer, tout en ayant conscience de servir de modèle linguistique pour une bonne partie de la population, et donc on tente d'user du français le plus acceptable possible. La principale différence qui se dégage des discours des témoins, c'est le besoin ressenti en région minoritaire de donner la parole aux gens. On l'a dit au début du texte, les gens des milieux minoritaires avaient peur de prendre la parole; maintenant, c'est le contraire. Ils téléphonent, donnent leur opinion, demandent un renseignement, etc.

On constate que, pour donner la parole aux gens, il faut d'abord accepter cette parole, peu importe la distance entre cette parole et la norme socialement valorisée; un ancien directeur de la programmation de Radio Beauséjour, d'origine belge, avait très bien traduit cette réalité lors d'un colloque tenu à Moncton en 1996 sur les différences régionales entendues dans les différentes radios :

Lorsque j'ai commencé mon travail de directeur de programmation à Radio-Beauséjour, j'ai été rapidement confronté à un problème majeur : la peur de s'exprimer des gens parlant français dans le Sud-Est. D'où venait-elle cette peur ? Tout simplement du fait que cela fait près de 200 ans que l'on dit aux Acadiens qu'ils parlent mal. Comment résoudre le problème ? Certainement pas en perpétuant cette situation. Raoul Duguay disait : « Tu ne peux pas éduquer quelqu'un si tu crées psychologiquement un sentiment de domination linguistique. Tu l'infériorises ». Face à l'éternel silence du mal-aimé j'ai décidé que le droit à l'expression passerait avant le devoir de bien parler. La communication commence avec l'envie de se raconter peu importe la manière et je préfère écouter parler pendant des heures, un bégue qui a quelque chose d'intéressant à dire qu'un académicien dont les paroles sont vides (Vanhecke, p. 3).

La popularité de Radio Beauséjour auprès des auditeurs francophones de la région est incontestablement liée au registre de langue utilisé par ses animateurs; les auditeurs s'y reconnaissent et participent de plain-pied à son développement. En fait, la popularité de la radio communautaire laisse entrevoir un regain de vie de la culture d'expression française. Elle constitue un formidable outil de promotion de la musique francophone; on y diffuse la musique francophone de l'Acadie, du Québec, de la France, de la Belgique, de l'Afrique, etc. Les auditeurs apprennent à connaître les « classiques » de la chanson française et ainsi se dotent de références communes avec la francophonie internationale. La radio communautaire crée donc un espace public, un lieu de rencontre où il est possible de rejoindre les gens. Et les animateurs le font au moyen de leur langue, et c'est à travers elle que se reconnaissent une majorité de locuteurs francophones de la région.

Conclusion

On voit, avec l'expérience des radios communautaires, que le local ne se pratique pas nécessairement au détriment de l'international, que c'est même par le local qu'on rejoint l'international. D'ailleurs, bien des accents et des variétés linguistiques sont déjà présents dans ces radios, surtout depuis que le RFA (le réseau francophone d'Amérique) relie les radios communautaires des communautés francophones entre elles et produit des bulletins nationaux qui donnent une place prépondérante aux informations concernant les communautés francophones et acadiennes à l'extérieur du Québec. Ces voix aux multiples accents jumelées aux voix locales permettent aux locuteurs de se sentir partie prenante de la francophonie et leur donnent l'occasion d'élargir leur propre répertoire linguistique sans qu'ils se sentent lésés dans leur identité.

Après une première analyse des différents discours, on constate que les acteurs sociaux interrogés jouent un rôle important en tant qu'agents de changements linguistiques, étant donné qu'ils permettent à des voix auparavant marginalisées de se faire entendre. Dans la région du Sud-Est où le français a été longtemps minorisé, ils se font les instigateurs d'un marché linguistique élargi et flexible où le vernaculaire a droit de cité. Ce sont d'ailleurs dans les marges de ce marché que la parole longtemps stigmatisée se libère et que les locuteurs minorés deviennent à leur tour des producteurs de sens. Dans ces nouvelles formes discursives où la norme dominante n'est plus la marque exclusive qui tient lieu de légitimité, on voit poindre à l'horizon des actions politiques qui favorisent le développement des communautés francophones en tenant compte de la diversité de leurs pratiques langagières.

Finalement, à la lumière de ce que l'on vient de décrire, on peut supposer que les radios communautaires sont en train d'agir sur les représentations que les auditeurs entretiennent à l'égard de leur langue et de celle de leur milieu. Lorsque des gens, longtemps habitués au silence, prennent conscience que des gens qui parlent comme eux prennent le micro et s'expriment, ils développent une autre image d'eux-mêmes. Ils ne sont plus «confinés à l'antichambre de la mort» pour utiliser l'expression de Kundera, car ils commencent à se sentir exister et à prendre conscience de leur légitimité en tant que francophones et surtout en tant qu'Acadiens francophones avec leurs particularités linguistiques.

BIBLIOGRAPHIE

- Beaudin, Maurice (dir.) (1999), *La région économique du Nord-Est du Nouveau-Brunswick*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, coll. «Maritimes».
- Boudreau, Annette (1998), «Représentations et attitudes linguistiques des jeunes francophones de l'Acadie du Nouveau-Brunswick», thèse de doctorat, Nanterre, France (non publiée).
- Boudreau, Annette et Lise Dubois (1992), «Insécurité linguistique et diglossie: étude comparative de deux régions de l'Acadie du Nouveau-Brunswick», *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 25, n°s 1-2, p. 3-22.
- Boudreau, Annette et Francoise Gadet (1998), «Attitudes en situation minoritaire. L'exemple de l'Acadie», dans Ambroise Queffélec (dir.), *Le français en Afrique, Francophonies* (recueil d'études offert en hommage à Suzanne Lafage), Nice, Didier Érudition, n° 12, p. 55-61.
- Bourdieu, Pierre (1982), *Ce que parler veut dire: l'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard.
- Boyer, Henri (1991), *Langues en conflit. Études sociolinguistiques*, Paris, L'Harmattan.
- Brétégnier, Aude (1996), «L'insécurité linguistique: objet insécurisé? Essai de synthèse et de perspective», dans Didier de Robillard et Michel Beniamino (dir.), *Le français dans l'espace francophone*, Paris, Honoré Champion Éditeur, tome 2, p. 903-923.
- Calvet, Louis-Jean (1994), *Les voix de la ville. Introduction à la sociolinguistique urbaine*, Paris, Payot.
- Francard, Michel, avec la collaboration de Joëlle Lambert (1993), *L'insécurité linguistique en communauté française de Belgique*, Bruxelles, Communauté française Wallonie Bruxelles, coll. «Français et société», 6.
- Francard, Michel (1997), «Le français en Wallonie», dans Daniel Blampain, André Goosse, Jean-Marie Klinkenberg et Marc Wilmet (dir.), *Le français en Belgique*, Louvain-La-Neuve, Duculot.
- Gueunier, Nicole (1997), «Représentations linguistiques», dans Marie-Louise Moreau (dir.), *Sociolinguistique. Concepts de base*, Bruxelles, Pierre Mardaga, p. 246-252.
- Kundera, Milan (1993), *Les testaments trahis*, Paris, Gallimard.
- Labrie, Normand (1999), «Politique linguistique ou action politique? Questions de méthodologie», communication donnée au Symposium international sur les minorités dans la politique linguistique et culturelle de l'Europe, Universität Wien, Vienne, 5-7 novembre 1999.
- Lafontaine, Dominique (1986), *Le parti pris des mots. Normes et attitudes linguistiques*, Bruxelles, Pierre Mardaga.
- Lafontaine, Dominique (1991), *Les mots et les Belges: enquête sociolinguistique à Liège, Charleroi, Bruxelles*, Bruxelles, Service de la langue française, coll. «Français et société», 2.
- Moreau, Marie-Louise (dir.) (1997), *Sociolinguistique. Concepts de base*, Bruxelles, Pierre Mardaga.
- Moreau, Marie-Louise (1999), «Pluralité des normes et des appartenances. Convergences et divergences en situation pédagogique», dans Conrad Ouelton (dir.), *La norme du français au Québec*, Québec, Gouvernement du Québec, perspectives pédagogiques Terminogramme n°s 91-92, p. 41-63.
- Singy, Pascal (1996), *L'image du français en Suisse romande. Une enquête sociolinguistique en pays de Vaud*, Paris et Montréal, L'Harmattan.
- Statistique Canada (1996), *Recensement de 1996* <http://www.statcan.ca/francais/census96/list_f.htm>
- Vanhecke, Yvon (1997), «Les particularités régionales, recul ou richesse», *Le Topo* (édition spéciale: actes du colloque «Les médias doivent-ils céder aux particularités linguistiques régionales?») (journal officiel de l'Association académienne des journalistes), Moncton, L'Acadie Presse, vol. 13, p. 3.

NOTE

1. Le projet «Prise de parole» est financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Les chercheurs principaux sont Normand Labrie, Monica Heller (Université de Toronto), et Jürgen Erfurt (Johann-Wolfgang-Goethe Universität, Frankfurt

am Main), et les collaboratrices sont Annette Boudreau et Lise Dubois (Université de Moncton). Il est également financé par le programme Transcoop de la German-American Council Foundation (chercheurs principaux: Jürgen Erfurt, Monica Heller et Normand

Labrie) et par l'AUEP-UREF (chercheurs principaux: Patrice Brasseur et Claudine Moïse, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, et Rada Tirvassen, Mauritius Institute of Education).